



Pénurie de main-d'œuvre et chômage : l'atout formation ?

Hier le Hub de l'économie La Provence s'est réuni dans les nouveaux locaux de l'agence Pole Emploi Manosque

On s'use à recruter". La formule est reprise à l'envi par les participants au Hub éco La Provence consacré à l'emploi. Dans les Alpes de Haute-Provence qui affichent un taux de chômage supérieur de 10,6 % à la moyenne nationale, la situation est compliquée.

"Je travaille beaucoup avec Pole Emploi mais le problème est dans la méthodologie, l'approche du recrutement. Est-on demandeur d'emploi ou à l'assurance chômage? Interroge Daniel Margot, président de la CCI 04. Dans les transports, le bâtiment, les cosmétiques, le recrutement est difficile. Y compris pour le fer de lance Proman. Peut-être la solution est-elle dans la formation par le tutorat, l'accompagnement des nouveaux par les anciens, les Centres de formation des apprentis..."

Compétence de la Région, la formation reçoit des subsides abondants. Flora Bouley, de la Direction de l'emploi de la formation et de l'apprentissage liste des formations sanitaires et sociales, un fond d'innovation pour la formation dans le numérique, le marché des filières stratégiques, et de conventions avec Pole Emploi, l'Enseignement supérieur, les Départements, les écoles de la deuxième chance...

Exemple de métier peinant à recruter depuis des années: celui de boucher. "On propose un CAP dans le département or il apparaît que ce diplôme n'est pas forcément celui qui va permettre l'emploi. Sur le territoire on a besoin d'affiner pour répondre aux besoins". Représentant le syndicat des bouchers

Franck Toncanier abonde dans ce sens pour déplorer une pénurie de personnel qualifié.

Quid des personnes éloignées de l'emploi qu'il faut réinsérer? À Manosque, l'Atelier des Ormeaux annonce accompagner une cinquantaine de salariés vers l'emploi: "Leur apporter un métier, pas seulement un job. On cherche surtout à développer les partenariats avec les entreprises". Et d'évoquer des périodes d'immersion de 15 jours, ainsi que l'apprentissage désormais pour tester ces personnels.

Savoir faire et savoir être

Cependant, la qualification ne peut tout remplacer. Et la pauvreté peut être un frein supplémentaire. "Dans certains de nos quartiers, il y a des jeunes sans qualification ni diplômes, avance Armel le Hen, vice-président de Durance Luberon Verdon Agglomération. On a besoin d'avoir des formations qui aident à structurer les jeunes,

"Les gens ne se donnent pas les moyens de réussir par eux-mêmes"

MAËLLE HOYER, AUCHAN

comme la préparation militaire marine à Sainte-Tulle - je suis heureux, car je crois à ce type de formation - ou l'école de la Deuxième chance".

Recruteurs, Jean-Marie Bottéro, du cabinet Afer, regrette que l'Education nationale ne soit pas plus pragmatique. "Quand on recrute un Master 2 qui sort de formation, il ne sait rien. Le



L'unanimité s'est faite sur la nécessité que les acteurs du territoire communiquent mieux sur leurs besoins de main-d'œuvre.

/PHOTOS ÉRIC CAMOIN

seul cas de figure où ça se passe plutôt bien c'est quand ils sortent d'alternance". Mais l'alternance n'est pas répandue partout...

Communication et image de marque

"Il faut arrêter de dire que les métiers manuels ne sont pas bien, tempête Christophe Gaucher de la société Eiffage. Des formations existent, le problème, c'est qu'on a du mal à remplir les classes".

Ce problème de recrutement ne concerne pas que les entreprises - "les collectivités aussi on a du mal à recruter, notamment

à Digne" indique Renaud Rouquette responsable du développement économique de Provence Alpes Agglomération.

"Les jeunes diplômés ont des exigences et nous n'avons pas l'attractivité du bassin aixois, selon Stéphane Garros de Proman. La clé c'est le management de proximité. On fait monter en compétence les gens, là-dessus pas de problème".

Le fondement du problème pourrait résider dans la motivation. : "Les gens sont-ils là par hasard, par défaut? S'ils manquent de compétences; on peut compléter. Mais s'ils ne sont pas motivés, on ne pourra

"On s'use à recruter"

rien faire. La rémunération est un élément".

Au chef d'entreprise Daniel Margot qui évoque l'organisation de deux Certificats de qualification professionnelle "pour un résultat proche de zéro", la directrice de la Direccte répond: "Peut-être faut-il se tourner vers des personnes auxquelles on ne pense pas comme les réseaux d'insertion. Ensemble, il faut qu'on arrive à construire".

Emmanuelle FABRE

10,6
Le taux de chômage bas-alpin au 1^{er} trimestre

16 600
Le nombre de demandeurs d'emploi bas-alpins, toutes catégories confondues

11900
Le nombre d'offres d'emploi diffusées par Pôle Emploi sur un an

81
millions d'euros sont investis par an par la Région pour 1 400 places de formation

73
millions d'euros supplémentaires seront investis cette année pour la formation

66
Les formations conventionnées Pôle Emploi dans les Alpes du Sud

Richard Spinosa Directeur Pole Emploi Alpes du Sud

"Jamais eu autant de moyens sur la formation"



L'inadéquation entre les compétences des demandeurs d'emploi et les besoins des entreprises est posée - mais "d'autres difficultés existent avance le directeur. On n'a jamais eu autant de moyens sur la formation. Nous n'achetons des formations qu'à condition qu'elles correspondent aux besoins des entreprises, en lien avec un poste de travail". La formation préalable à l'emploi est une partie du dispositif. Il énonce que les actions ont ainsi triplé en trois ans. Des formations choisies en fonction des réponses des entreprises à l'enquête annuelle Besoin de main-d'œuvre, plus celle des métiers en tension. "Nous avons 15 conseillers dédiés à la relation entreprise. Nous ne pouvons pas réussir notre mission sans relation de confiance avec les entreprises". Néanmoins, la mission est également de remettre les gens sur le marché de l'emploi. "On a des personnes qui savent ni lire ni écrire. Il faut les qualifier".

"Les besoins en formation ne sont pas identiques à Marseille à Digne ou à Manosque"



Anne-Marie Durand est la nouvelle directrice bas-alpine de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte). Si le constat de besoins en recrutement est unanime, Mme Durand évoque la démarche de simplification engagée. "La loi du 5 septembre 2018 simplifie le financement de la formation. Dès le 1er janvier 2020, les contrats ne seront plus enregistrés". Elle invite les professionnels afin de coconstruire les formations - mais pas seulement. "Si on développe des outils, on a besoin des entreprises dans le cadre des stages en entreprises, par exemple". La création d'une école de la seconde chance est également un point positif. Elle souligne: "Les besoins en formation ne sont pas identiques à Marseille à Digne ou à Manosque".

"Il faut dire en amont où sont les beaux métiers qui embauchent"

Philippe Guy ne mâche pas ses mots pour regretter que depuis plus de 40 ans, "le discours n'a pas changé" indique ce représentant de la Chambre des métiers et de l'artisanat. "Information et pédagogie sont nécessaires: L'Education nationale, en général, est un vecteur d'information". Et de se rappeler une opération "artisan messenger": "On passait dans les classes, du CM2 à la seconde pour une journée d'information pédagogique. Si une information n'est pas faite en amont pour dire que boucher et peintre en bâtiment sont des beaux métiers où on ne connaît pas le chômage, on n'y arrivera pas". Et ce dirigeant à la tête de la société Guy Décor de préciser: "Moi, j'ai besoin d'un apprenti et d'un salarié compétent: je ne trouve pas. Le seul moyen, c'est de débaucher, comme au foot. Ce qui compte, c'est le salaire et les conditions de travail. Il faut redéfinir la jouissance de travailler".



Pascal Lissy ADMR

"Nous avons créé notre propre structure de formation"

L'association Aide à domicile en milieu rural (ADMR) est présente dans les Alpes du Sud. "Tous les jours, nos présidents d'association du territoire disent "On s'use à recruter". Nous avons créé Alpes Sud Formation, un organisme de formations, qui sera inauguré mardi prochain dans les secteurs du sanitaire et du médico-social". Il proposera "Les bases du métier d'aide à domicile"; "Les bases du métier d'aide à domicile" et "Prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1) - Formation initiale". "Les besoins en recrutement pour le maintien à domicile vont être gigantesques. On a de beaux métiers à vendre". Et de souligner: "Ce qui marche, c'est le tutorat. La transmission de compétences est un aspect important par rapport au public auquel nous nous adressons. Il va falloir aussi que métiers soient reconnus à la hauteur de ce qu'ils valent et que les gens soient payés au niveau".

